

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 28 mars 2019
(Convocation du 21 mars 2019)

Aujourd'hui, le vingt-huit mars deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Dominique DEGOS et Céline SALLES

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Gérard CASTET, Yves LAHOUN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Nathalie BARROUILLET

Messieurs Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Céline SALLES

OBJET : Personnel / Compte épargne temps - Modalités de mise en œuvre**Exposé des motifs :**

Monsieur le Président expose que la réglementation du compte épargne temps a été très largement modifiée par le décret du 20 mai 2010 et qu'il convient d'actualiser la délibération en date du 22 juillet 2016 pour se mettre en conformité avec les textes en vigueur.

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale, modifié par le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 et décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018,

Vu arrêté ministériel du 28 août 2009 fixant le taux d'indemnisation forfaitaire des jours épargnés modifié par l'arrêté du 28 novembre 2018,

La délibération de l'Institution Adour relative au compte épargne temps est complétée par les dispositions suivantes.

Le compte épargne-temps institué par le décret du 26 août 2004 susvisé sera appliqué aux agents publics de la collectivité, qui remplissent les conditions prévues par la réglementation, selon les modalités fixées par ce décret et les dispositions particulières ci-après :

- La demande d'alimentation du compte épargne-temps doit être présentée 1 fois par an en décembre
- Les demandes de congés au titre du compte épargne-temps seront effectuées dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les demandes de congés annuels dans la limite des droits annuels majorés de 25 jours. Au-delà de ce cumul maximum, l'utilisation de jours épargnés sur le CET devra faire l'objet d'une demande auprès de l'autorité territoriale dans le cadre des prévisions annuelles de congés faites en janvier et/ou minimum 6 mois avant le début du congé sollicité.

Conformément aux nouvelles dispositions du décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018, les jours placés sur le compte épargne temps, excédant 15 jours (antérieurement excédant 20 jours), pourront être utilisés au choix des agents selon l'une des options ci-après :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



- Monétarisation selon les modalités en tarifaire en vigueur au jour de la demande d'indemnisation

A titre indicatif à compter du 1^{er} janvier 2019 les taux en vigueur sont les suivants : catégorie A : 135€, catégorie B : 90€, catégorie C : 75€

- Prise en compte dans le cadre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique
- Maintien sur le compte épargne temps dans la limite de 60 jours
- Portabilité du CET en cas de mobilité

En l'absence d'autre dispositions, le compte épargne temps est appliqué sur la base des seules modalités déterminées par le décret précité n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale, modifié par décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 et décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- La monétarisation selon les modalités en tarifaire en vigueur au jour de la demande d'indemnisation
- La prise en compte dans le cadre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique
- Le maintien sur le compte épargne temps dans la limite de 60 jours
- La portabilité du CET en cas de mobilité
- Les modalités de mise en œuvre telles que détaillées ci-dessus en terme d'alimentation du CET et de demande d'utilisation des jours épargnés

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 28 mars 2019 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX


Paul CARRERE